Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

120-121 | 2010
Les cultures sportives au regard de la globalisation

Discours savants, discours militants

L'exemple de l'imbroglio occitaniste et les leçons d'épistémologie des sciences que l'on peut en tirer

Philippe Blanchet

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/jda/4346
DOI : 10.4000/jda.4346
ISSN : 2114-2203

Éditeur
Association française des anthropologues

Édition imprimée
Date de publication : 1 mai 2010
ISSN : 1156-0428

Référence électronique
Philippe Blanchet, « Discours savants, discours militants », *Journal des anthropologues* [En ligne], 120-121 | 2010, mis en ligne le 22 août 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/jda/4346 ; DOI : 10.4000/jda.4346

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Journal des anthropologues

Discours savants, discours militants

L'exemple de l'imbroglio occitaniste et les leçons d'épistémologie des sciences que l'on peut en tirer

Philippe Blanchet

1 Le texte de C. Milhé est une contribution stimulante, honnête et courageuse. Il faut en saluer la réflexivité, si précieuse et pourtant finalement si peu fréquente chez les chercheurs parce qu'elle touche fondamentalement à la définition même de la science et au statut du chercheur (Robillard, 2009).

2 Ce texte soulève au fond deux questions : la complexité du rapport au terrain, le statut des connaissances produites. La première est à la fois d'ordre factuel (il faut comprendre un contexte dans toute sa complexité pour en saisir les dynamiques, les tensions et les enjeux) et d'ordre méthodologique (quelle posture pour le chercheur de terrain sur un terrain tendu ?) ; la deuxième est d'ordre épistémologique (quels sont les statuts respectifs des connaissances et des discours scientifiques et militants et de leurs éventuels chevauchements ?) Le tout est traversé par une question théorique que l'on me pardonnera de tirer vers mon champ de spécialité : sur quels objets et phénomènes – ici une ou plusieurs langue(s) régionale(s) – et selon quelles modalités s'exerce l'action des différentes instances sociales (locuteurs, institutions, etc.) ? C'est à partir de ce dernier questionnement que je conclurai en commentant quelques points du texte de C. Milhé.

3 C'est donc en sociolinguiste[1], pratiquant essentiellement une méthode ethnographique (Blanchet, 2000), ayant beaucoup travaillé mais pas exclusivement (par ex. Blanchet et Armstrong, 2006 ; Blanchet et Arditty, 2008 ; Blanchet et Taleb-Ibrahimi, 2009) sur les langues régionales de France (Blanchet, Breton et Schiffman, 1999 ; Blanchet et Le Coq, 2008), et notamment sur le domaine d'oc (Blanchet, 2001 ; Blanchet et Schiffman, 2004, mais surtout sur le terrain provençal : Blanchet, 1992 ; 2002), que j'interviens ici[2].

Resituer dans un contexte : le projet occitaniste

4 Depuis les années 1950 un courant militant dit « occitaniste » s'est développé, qui considère que l'ensemble des parlers romans dits « d'oc » du grand tiers sud de la France

constitue une seule et même langue, dès lors nommée *occitan* d'après un terme latin rare retrouvé dans des textes médiévaux. Cette vision d'une langue unifiée est associée à celle d'une communauté (culturelle, historique, politique) supposée, « l'Occitanie, les Occitans », pour laquelle on souhaite une politique comparable à celle de la Catalogne espagnole qui sert de modèle : l'occitan est considéré comme devant être une langue officielle privilégiée en Occitanie. Ce projet aux tendances parfois nationalistes s'appuie sur la volonté d'agrandir autant que possible le territoire, d'y englober le plus d'éléments possibles, de lui donner une légitimité historique par une interprétation orientée d'événements posés comme fondateurs (la croisade contre les Albigeois, la littérature des troubadours, voire le *Félibrige*), afin de lui donner plus de poids (pour rivaliser avec langue, culture, identité françaises) et de gommer la division de cette « Occitanie » et de cet « occitan ». La stratégie de promotion consiste ainsi à proposer une imitation des langues dominantes : construire une langue la plus « grosse » possible (en nombre d'utilisateurs, en superficie couverte, en potentiel de pratiques et donc en justification d'un statut amélioré), visant une concurrence d'institutionnalisation et de fonctions avec la langue dominante, d'où l'élaboration d'une standardisation graphique et linguistique complexe et imposée à des populations perçues comme « endoctrinées » ou « aliénées » au bénéfice de la langue et l'identité françaises dominantes.

5 Tendu face à la politique identitaire et à l'idéologie linguistique incontestablement agressives de la construction nationale française, ce mouvement se trouve également en conflit avec une autre approche, plus ancienne et beaucoup plus acceptée socialement, de promotion des langues régionales dans le Sud de la France.Depuis le XIXe siècle en effet, un courant globalement « régionaliste » s'est développé dans la plupart des régions de France marquées par des langues et cultures spécifiques suffisamment perçues et soutenues par leurs populations. Ces mouvements ont globalement choisi de cultiver la spécificité complémentaire de leur langue locale à côté du français. Dans ce but, ils ont centré leur action sur une langue de proximité, pour tenter de stabiliser un bilinguisme accepté. Les variétés locales surtout orales, y sont soutenues comme marqueurs d'une « authenticité ». C'est ce qui fonde le projet de langues béarnaise, gasconne, provençale, etc., distinctes. De là découlent des graphies diverses, à tendances phonétiques, les plus simples, les plus accessibles, les plus adaptées possibles aux pratiques linguistiques effectives et aux populations. Dans certains cas (béarnais, provençal, niçois), une tradition écrite et une forte identité linguistique/culturelle spécifiques, issues d'histoires particulières, sont alors prises en compte. Ailleurs, la faiblesse ou l'absence d'identité linguistique marquée renvoie la promotion des parlers locaux, lorsqu'elle est souhaitée, à des actions plus culturelles que linguistiques (collectages de contes, chants, etc.). En Languedoc enfin, le projet occitaniste rencontre son terreau principal auquel il est le mieux adapté et se développe, malgré quelques réticences locales (par exemple dans les Cévennes). C'est du reste la seule région où le terme « occitan » soit compris et utilisé de façon significative, même si le terme « patois » y reste majoritaire (au contraire par exemple de la Provence ou du Béarn, où le mot « occitan » est presque inconnu et où le terme « patois » est moins utilisé à côté des appellations largement majoritaires que sont « provençal » et « béarnais »).

6 Les partisans de chaque orientation ont la conviction profonde que seule leur propre démarche pourra sauvegarder leur langue, que tous s'accordent plus ou moins, avec la plupart des observateurs (notamment l'UNESCO), à la voir extrêmement menacée de disparition à court terme. Et donc ils pensent que la démarche opposée en précipitera la

fin, vécue comme un drame linguistique, culturel, social... d'autant qu'ils ne parlent pas de la même langue et que chacun s'appuie sur des références scientifiques contradictoires. Pour les occitanistes, le temps n'est plus aux parlers populaires locaux et la seule possibilité de survie est celle d'une langue unifiée, normalisée, institutionnalisée, pour résister face au français (voire à sa place). Pour les régionalistes, la seule motivation effective des populations, par ailleurs très attachées au français devenu lui aussi leur langue, est une loyauté sentimentale à des parlers locaux « authentiques ». Toute langue « artificielle » est, selon eux, rejetée comme ne répondant pas à cette attente, d'autant que le français satisfait désormais aux besoins de langue véhiculaire institutionnelle et même une bonne partie des besoins de langue de connivence locale.

7 Dans ce contexte tendu, il faut compter avec la force, parfois la violence, dont les êtres humains sont capables pour défendre passionnément des convictions, surtout lorsqu'ils ont une pensée et un discours d'autant plus dogmatiques que leur objet est incertain (comme l'est le projet occitaniste)[3]. Les invectives et les incompréhensions mutuelles volent, comme la simple consultation de forums, de blogs ou de wikis consacrés à cette question le confirme immédiatement. Et il faut bien constater qu'il y a, du côté de la militance occitaniste, une tendance globale à la monopolisation du pouvoir, au refus du débat, aux manipulations, voire aux diffamations dont tous les chercheurs (ou autres) qui travaillent sur ce terrain ont fait l'objet, dès lors que leurs travaux viennent mettre en question les convictions et les stratégies occitanistes. Beaucoup de ceux, notamment en situation de tenir des propos publics, qui ont exposé un point de vue défavorable à l'occitanisme se sont vus un jour ou l'autre injuriés, diffamés, victimes de tentatives de censures ou d'exclusion auprès des organismes qui leur donnent la parole ou leur confient une mission (j'en ai pour moi-même des archives édifiantes). Une forme courante de cette stratégie consiste à tenter de déconsidérer politiquement, scientifiquement ou linguistiquement tel ou tel non-aligné (pour une synthèse plus détaillée de cette stratégie, cf. Lafitte, 2006 ; Blanchet & Schiffman, 2004).

8 La plupart du temps, tout débat est évité ou tourne court de la part de beaucoup d'occitanistes. Une autre stratégie consiste à réduire les enjeux du débat lorsqu'ils concèdent qu'il y a quelques désaccords. La question de fond n'est alors pas posée : la langue concernée, l'esprit et les objectifs généraux de toute politique linguistique, sont considérés comme une évidence indiscutable. Le débat est restreint à des détails techniques de mise en œuvre, comme notamment le choix ou le fignolage d'une graphie, de tel ou tel mot, de telle ou telle règle de grammaire. Le véritable débat est ainsi confisqué et ses enjeux profonds échappent aux observateurs non avertis, notamment les décideurs politiques qui, du coup, sont surpris et même déçus de la virulence des propos et des blocages sur ce qu'ils croient être des détails de spécialistes ou des querelles de clochers.

9 Voilà le contexte dans et sur lequel la recherche de C. Milhé s'est déroulée.

Poser des repères épistémologiques : connaissance, croyance, intervention

10 Le *continuum* des modalités de connaissance peut être représenté autour des trois pôles d'un triangle épistémique : la croyance, l'expérience, la science. L'expérience est centrale car toute connaissance est une réponse à une expérience empirique individuelle ou

collective en même temps qu'une anticipation de cette expérience (d'où la transmission des connaissances) et qu'une confrontation des connaissances aux expériences qui remettent en permanence les connaissances en question, soit pour les confirmer, soit pour les modifier, soit pour les réfuter et y substituer d'autres connaissances estimées dès lors plus appropriées. Les connaissances ordinaires se fondent essentiellement, en plus des inculcations socioculturelles, sur des expériences singulières, parfois cumulées, partiellement rationalisées, mais pas ou peu systématisées et approfondies car fortuites ou ponctuelles et faute notamment de moyens de comparaison et d'élaboration. Une croyance a, à l'inverse, la caractéristique de se fonder le moins possible sur des expériences empiriques et de ne se confronter qu'à elle-même ou éventuellement à d'autres croyances, d'où l'évitement maximal de remise en question et de rationalisation (les « convictions » religieuses relèvent de ce régime vers lequel tendent aussi les « idéologies »). Une connaissance scientifique est fondée sur une modalité explicite de cumul d'expériences empiriques (la méthode) en fonction d'un projet de réponse à un questionnement explicitement justifié et sur un traitement cognitif de ce cumul d'expériences utilisant explicitement certains outils d'analyse et de synthèse ; elle propose des résultats, des modélisations, des interprétations, de façon à susciter sa remise en question (le débat scientifique) grâce notamment à l'explicitation de l'ensemble de sa démarche et de ses sources (transparence recherchée des matériaux, des moyens et des sources utilisés sous la forme de textes, de schémas, de tableaux, d'annexes, de bibliographies, etc.) : la rationalisation, l'explicitation (incluant la réflexivité épistémologique), la confrontation, la relativisation en sont les principes clés.

11 Un problème important découle de ce *continuum* de production de connaissance. Parce que les êtres humains sont des « êtres connaissants », qui ne peuvent pas s'empêcher de chercher à comprendre leur existence et leur environnement, à s'en construire des « représentations » (Giordan, 1994), les trois polarités de ce *continuum* unique ne sont pas étanches l'une à l'autre et interagissent. Les connaissances ordinaires, cumulées par les groupes sociaux, sont organisées en cultures anthropologiques : chaque groupe humain se construit, se transmet, se reconstruit, une grille globale d'interprétation du monde tendant donc vers une représentation spécifique, relativement partagée au sein de ce groupe. Les classifications signifiantes de cette culture, dont la ou les langues qui y sont incluses constituent un moyen essentiel, sont inculquées aux membres du groupe (notamment via l'éducation des enfants, les idéologies, les croyances) et proposent ainsi, en général imposent, des connaissances tendant dès lors vers des croyances : vers des « vérités » dont le questionnement critique et la transformation sont plus difficilement possibles, d'autant qu'elles contiennent des hiérarchies de valeurs et des enjeux idéologiques.

12 Un autre effet puissant du *continuum* (croyance <—> science) est la croyance en une vérité scientifique définitive, c'est-à-dire la récupération et transformation de connaissances scientifiques (relatives, prudentes, discutables) en croyances (universelles, omniscientes, incontestables), éventuellement via le filtre des connaissances ordinaires qui tendent à généraliser abusivement des expériences singulières, et par ricochet à généraliser abusivement des connaissances scientifiques relatives. Des expressions usuelles en français comme « c'est prouvé scientifiquement » témoignent de cette croyance en une vérité scientifique supérieure et définitive. Les chercheurs sont ainsi investis du pouvoir de « révéler la vérité » grâce à leur capacité transcendante à « décrypter » l'univers, à en rendre compte à travers une parole opaque, en constituant une caste à part où l'on se

sélectionne entre pairs, où l'on se présente souvent comme des êtres de « pure objectivité » hors du monde et de ses enjeux. Ils constituent de cette façon, aux yeux des profanes et avec le consentement d'une part d'entre eux, une réédition tacite d'un clergé disant la vérité révélée en interprétant dans une langue incompréhensible des signes inaccessibles au commun des mortels. La non acceptation des limites, des incomplétudes, des impasses, de la subjectivité de toute connaissance humaine, la quête spirituelle d'un absolu de certitudes permettant de maitriser le monde, sont probablement à l'origine de la tentation de transformation des connaissances relatives en croyances définitives (et à l'origine de la croyance elle-même). Beaucoup de chercheurs ont fait l'expérience de la difficulté d'exposer la nuance, la complexité et la relativité d'un point de vue scientifique face par exemple à une demande médiatique qui veut des réponses tranchées, entières, simplistes. Cette reconfiguration de la science en croyance constitue un détournement ou une instrumentalisation des connaissances scientifiques qui doit attirer la vigilance des chercheurs. Cela ne signifie pas qu'un discours scientifique ne puisse être un discours de conviction, ni qu'il puisse être inscrit dans un discours plus large d'intervention et d'implication sociale, politique, etc. Il est, au contraire, fondamental de développer une « science avec conscience » (Morin, 1982) qui, tout à la fois, reste scientifique en refusant de devenir croyance et reste connaissance au service de l'humain.

13 Les travaux de C. Milhé mettent bien en évidence cette continuité entre les pôles épistémiques. Premièrement parce qu'il s'agit d'un terrain sur lequel interviennent aussi des universitaires-militants (le mouvement occitaniste doit beaucoup par exemple à R. Lafont comme fondateur, puis à Ph. Martel, H. Boyer, P. Sauzet, par exemple). Deuxièmement, parce que, ethnologue de terrain, C. Milhé est un être social ayant ses expériences, ses croyances, ses sympathies ; elle enquête sur un milieu social où la croyance (ici sous la forme d'une idéologie nationalitaire) l'emporte sur l'expérience (la situation sociolinguistique effective et les attentes des populations) et où la connaissance scientifique est soit instrumentalisée au service de la croyance (c'est une constante dans le discours occitaniste, cf. Blanchet, 2008, pour un exemple type), soit rejetée comme menaçante et suspecte de parti pris d'opposant dès lors qu'elle n'est pas favorable et donc instrumentalisable.

Commentaires sur le texte de C. Milhé : entre discours militant et discours savant

14 Je termine par un commentaire des points pour moi significatifs du texte de C. Milhé où se retrouvent concrètement les tensions contextuelles et épistémologiques brossées ci-dessus.

15 Ce qui accroit le risque potentiel de conflit entre l'ethnologue et ses témoins, c'est que, dans ce cas précis, la « population » étudiée constitue un microcosme si réduit (quelques dizaines de personnes en Béarn[4]) que les portraits, même anonymés comme celui de « Catarina », laissent facilement deviner l'identité de la personne pour qui connaît bien ce milieu militant. Or ce faible nombre est en lui-même déjà porteur de tension puisqu'il révèle le hiatus entre ce mouvement militant et la masse d'une population potentiellement concernée (d'autant qu'en Béarn la langue régionale est encore assez largement pratiquée, cf. Moreux, 2001). Cela soulève un problème méthodologique

souvent rencontré quand on travaille sur des « petites » populations : comment (ne pas) anonymer ?

16 C. Milhé tire de l'avis, somme toute compréhensif d'une de ses témoins sur les conclusions divergentes de son travail, l'hypothèse selon laquelle « on peut se demander si la force de la conviction ne dispose pas le militant à mieux accepter la coexistence de deux "vérités" : savante et militante ! [...] "vérité" scientifique et "vérité" militante sont-elles (in)compatibles ? » Je pense que cette coexistence n'est acceptable pour les militants qu'à condition que le discours savant ne soit que peu divergent, et surtout sur ce qui est considéré comme des détails. Mais lorsqu'il est orthogonal, mettant en question l'objet même de la militance ou sa pertinence globale, l'expérience montre que le discours scientifique n'est pas acceptable et qu'on cherche alors à le délégitimer et, quand on le trouve, à y substituer un autre discours scientifique plus convergent : c'est ce qui est arrivé, en l'occurrence, au nombreux chercheurs, historiens, linguistes, sociologues, musicologues, etc., qui ont contesté l'existence même d'une langue, d'une culture, d'une unité occitanes (on pense à G. Pépin en histoire de la Gascogne et du Béarn, à P. Bourdieu pour la sociologie linguistique du Béarn, à J.-P. Chambon pour l'histoire de la langue gasconne, à L.-J. Calvet ou moi-même sur les politiques linguistiques...). On en trouvera de bons exemples dans mon débat avec J. Sibille (Blanchet, 2005) et dans le livre de D. Sumien (Blanchet, 2008).

17 C. Milhé s'interroge sur le fait que son travail risque d'être perçu comme une « trahison » par les militants. Trahison peut sembler un mot fort : dans un tel contexte, il me semble adapté[5]. Mais pour trahir, il faut appartenir. Et l'ambigüité de la position de C. Milhé, entre une appartenance nécessitant une croyance et une distance critique, la met en fait dans cette situation de porte-à-faux quelle perçoit bien. Non seulement elle écrit « j'ai été convaincue par des arguments scientifiques (linguistiques...), culturels et idéologiques » (on notera le « scientifiques »), mais elle écrit sans guillemets : « Morcelé par un usage pendant quelques siècles exclusivement oral, il (l'occitan) doit retrouver son unité originelle ». C'est typiquement une assertion militante relevant de la croyance : l'occitan n'a jamais eu d'unité (surtout pas « originelle », on est là dans un discours mystique de type biblique) pas plus qu'aucune langue d'ailleurs (c'est là qu'on voit que C. Milhé n'est pas linguiste), et les parlers romans ainsi désignés n'ont jamais été réduits à des « siècles d'usage exclusivement oral » (bien au contraire et surtout en Béarn où le béarnais a été la langue des écrits officiels jusqu'à la fin du XVIIe siècle). Et quand bien même à un moment de leur histoire l'ensemble des pratiques linguistiques concernées auraient-elles constitué une seule et même langue (ce qui ne semble pas avoir été le cas), cela ne justifie pas « en soi » qu'elles doivent « retrouver [leur] unité » : entre-temps les sociétés ont changé, leurs besoins sociolinguistiques aussi. De même, l'auteure glisse souvent, comme les occitanistes, du terme « occitanistes » au terme « Occitans », posant par là même l'existence des « Occitans » et une adéquation entre occitanisme et populations concernées : « Les Occitans s'érigent ensuite contre l'accusation de communautarisme [...] Si les Occitans entendent s'opposer en particulier à la droite nationaliste... » écrit-elle « c'est entrer dans l'orbite militante où est attendue une foi sans faille »[6].

18 Comment ensuite affirmer « il n'existe pas de conscience occitane [...] la conscience occitane est inexistante puisque d'autres ancrages la supplantent »[7] et reprocher aux occitanistes à propos de la « théorie de la honte » : « cet argument relève de la croyance » ? Surtout, quand, manque de chance, cette critique adressée à l'occitanisme pèche par le même simplisme, inversé... Car si C. Milhé a raison de dire : « Je conteste

d'abord l'idée d'une violence généralisée visant les langues régionales [...] Les occitanistes occultent ensuite la dimension sociale : les familles voulaient fortement que leurs enfants apprennent le français, vecteur de promotion sociale [...] parler de *vergonha* c'est faire fi de la fierté justement et de la délectation avec laquelle les locuteurs aiment converser... », son hypothèse souffre de ne pas percevoir la complexité de cette dynamique (bien étudiée par les sociolinguistes depuis longtemps). En effet, il y a bel et bien eu une « violence d'É tat », extrême sur le plan symbolique et réelle sur le plan physique, exercée par les instances sociétales (dont l'école) à l'encontre des usagers des langues régionales en France entre 1790 et au moins 1970. Et si le français a été adopté bon gré mal gré, c'est parce que l'État français et ses classes dominantes en avaient fait l'« unique » langue de promotion sociale, confortée par un dénigrement organisé des autres langues « et de leurs locuteurs ». Mais il y a eu « en même temps » des résistances (notamment en domaines d'oc), des facteurs de valorisation, des reconfigurations sociolinguistiques aménageant « sauvagement » des espaces pour ces autres langues, d'où leurs dynamiques actuelles. Ne pas l'envisager et aborder la question par une supposition peu informée (en non spécialiste), c'est tendre des bâtons pour se faire battre, simplisme contre simplisme. D'où la nécessité de ne pas aborder une question sans s'interroger sur son objet majeur (ici, une langue), sans précautions scientifiques, et sans au moins se documenter auprès des spécialistes[8].

19 Enfin, C. Milhé touche à une dernière question ultra sensible : les aspects idéologiques/ politiques de la militance occitaniste (et de toutes les militances linguistiques dites « régionalistes » en France). Elle voit très précisément une « banalisation dans le langage courant de représentations [identitaires] qui [...] trouvent leurs origines chez Barrès », banalisation qu'elle qualifie d'« inquiétante ». Elle identifie avec justesse un « chevauchement entre un discours de gauche et une rhétorique conservatrice » au sein duquel elle pointe « le manque de clarté du discours occitan [sic] ». Cette ambigüité est présente sur le long terme dans tous les discours « régionalistes », d'une part parce que les attachements régionaux ont toujours traversé les obédiences politiques et rassemblé des acteurs couvrant l'ensemble de la palette politique française, d'autre part parce que pour certaines militances très engagées « la fin vaut les moyens » et l'on fait feu de tout bois sans trop y réfléchir. Or, ces amalgames constituent l'une des failles de l'occitanisme. Par son histoire d'abord : jusque dans les années 1990, l'Institut d'études occitanes était systématiquement présenté comme « fondé en 1945 et issu de la Résistance ». C'était un poncif de la rhétorique militante... qui cherchait à cacher que l'IEO est la continuation directe de la Société d'études occitanes, animé par les mêmes personnes, et pour le moins compromis avec le régime de Pétain, d'autant que sa figure de proue, Louis Alibert (qui reste une référence pour l'occitanisme) a été lourdement condamné pour collaboration active avec les nazis. Tout cela a été rendu public par des historiens au cours des années 1990 et la plaie reste douloureuse chez beaucoup de militants occitanistes. Les références conscientes ou inconscientes à des tendances d'extrême droite de la pensée linguistique et identitaire restent récurrentes chez certains occitanistes, comme on peut le constater par exemple dans un ouvrage de référence publié en 2008 par l'Association internationale d'études occitanes et dont j'ai analysé ces soubassements (Blanchet, 2008). Le problème c'est que toute l'idéologie occitaniste (elle n'est pas la seule) est fondée sur une théorie immanente de la langue et de l'identité, de type clairement nationalitaire, et qu'elle recoupe inévitablement et souvent inconsciemment ces idéologies d'extrême droite. Cela crée donc une tension chez ses militants les plus sincères et les plus sincèrement ancrés dans des valeurs humanistes qui se voient accusés d'idées qu'ils réprouvent et que

pourtant, d'une certaine manière, ils contribuent à diffuser. En mettant le doigt sur ce problème de première importance, C. Milhé appuie où cela fait mal.

20 Et l'on comprend dès lors la conscience vive – mais diffuse – de la tension qu'elle instaure entre sa position de chercheure en ethnologie et sa sympathie pour des militants qui l'ont un peu convaincue mais sans lui faire perdre sa réflexivité critique. Je ne vois à cela qu'une issue : la production par le chercheur d'un métadiscours scientifique relativisant ses discours de terrain en donnant à voir leurs intrications, leurs contradictions, leurs tensions. C'est ce que fait C. Milhé. Assumer sa subjectivité est une forme d'objectivation supérieure à une prétendue neutralité. La soumettre au débat public et scientifique est d'une rare honnêteté et d'une grande générosité. Je tiens à terminer cette discussion en exprimant ma profonde gratitude à Colette Milhé pour cela.

BIBLIOGRAPHIE

ARDITTY J., BLANCHET Ph., 2008. « La "mauvaise langue" des "ghettos linguistiques" : la glottophobie française, une xénophobie qui s'ignore », *Asylons*, 3, http://terra.rezo.net/article748.html.

BLANCHET Ph., 1992. *Le provençal, essai de description sociolinguistique et différentielle*.Institut de linguistique de Louvain, Louvain, Peeters.

BLANCHET Ph., 2000. *La Linguistique de terrain. Méthode et théorie. Une approche ethnosociolinguistique*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

BLANCHET Ph. (dir.), 2001. « Diversité et vitalité des langues régionales du Sud de la France » Actes du colloque de la Sorbonne (15.06.2001), *La France latine, revue d'études d'oc*, 133, Paris-Sorbonne.

BLANCHET Ph., 2002. *Langues, cultures et identités régionales en Provence. La métaphore de l'aïoli*. Paris, L'Harmattan.

BLANCHET Ph., 2005. « Catégoriser *l'occitan* ou *les langues d'oc* ? Un problème épistémologique, théorique et méthodologique » (à propos de la réponse de J. Sibille au compte rendu de *Les Langues de France* paru in *Marges Linguistiques*, 8, 2004 : (http://www.revue-texto.net/1996-2007/marges/marges/Documents%20Site%201/00_ml082004/00_ml082004.pdf), in *Marges*

Linguistiques, 10 (http://www.revue-texto.net/1996-2007/marges/marges/Documents%20Site%201/00_ml102005/00_ml102005.pdf).

BLANCHET Ph., 2008. « Compte-rendu de Dominique Sumien [dit "Domergue"], 2006, La standardisation pluricentrique de l'occitan », *Glottopol*, 11, 2008 : 171-181 (http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol/telecharger/numero_11/gpl11_14blanchet.pdf).

BLANCHET Ph., ARMSTRONG N. (eds), 2006. *The Dynamics of Levelling and Diversity in French/ Dynamiques de "standardisations partielles" en français*, *Journal of French Language Studies*, vol. 16/03. Cambridge, Cambridge University Press.

BLANCHET Ph., Le COQ A., 2008. « Où en est le gallo ? Résultats d'enquêtes réalisées à l'université de Haute Bretagne » in *Autour du gallo : état des lieux, analyses et perspectives*, Cahiers de sociolinguistique, 12, Rennes, Presses Universitaires de Rennes : 11-29.

BLANCHET Ph., SCHIFFMAN H. (eds), 2004. *The Sociolinguistics of Southern* « *Occitan* » *France, Revisited*, International Journal of the Sociology of Language, 169, Berlin/New York, Mouton de Gruyter.

BLANCHET Ph., TALEB-IBRAHIMI Kh. (dir.), 2009. *Plurilinguismes et expressions francophones au Maghreb*, Cahiers de linguistique, Revue de sociolinguistique et de sociologie de la langue française, 34/1.

BLANCHET Ph., BRETON R. & SCHIFFMAN H. (eds), 1999. *Les langues régionales de France : un état des lieux à la veille du XXIe siècle*. Louvain, Peeters.

BLANCHET Ph., CALVET L.-J. & ROBILLARD D. de, 2007. *Un siècle après le cours de Saussure, la linguistique en question*. Paris, L'Harmattan : 229-294 (version en ligne : *Carnets de l'atelier de sociolinguistique*, 1, Lesclap-Université d'Amiens (http://www.u-picardie.fr/LESCLaP/spip.php?rubrique31).

GIORDAN A. *et alii*, 1994. *Conceptions et connaissance*. Berne, Peter Lang.

LAFITTE J., 2006. *Langues d'oc, langues de France. Aspects politiques et juridiques, linguistiques et sociolinguistiques*. Monein, Éd. Princi Negue.

MOREUX B., 2001. « Le béarnais et le gascon aujourd'hui : « pratiques et représentation », *in* BLANCHET Ph. (dir.), 2001 : 75-116.

MORIN E., 1982. *Science avec conscience*. Paris, Fayard.

ROBILLARD D. de (dir.), 2009. *Réflexivité, herméneutique : vers un paradigme de recherche ?* Cahiers de sociolinguistique, 14. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

NOTES

1. La sociolinguistique est une théorie linguistique construisant son objet, « les pratiques linguistiques », comme « des pratiques sociales et des représentations sociales en interactions permanentes avec leur environnement et dont la caractéristique principale est une hétérogénéité complexe toujours renouvelée à des fins de communication et d'identification » (Blanchet, Calvet & Robillard, 2007).

2. Ma bibliographie scientifique complète se trouve sur : http://www.prefics.org/membres/pdf/BLANCHET_Philippe.pdf

Pour que mon point de vue soit clarifié au mieux, j'ajoute que je suis locuteur « spontané » du provençal, que je suis auteur de littérature provençale et d'ouvrages destinés à son apprentissage (méthodes, dictionnaires...).

3. Comme le dit C. Milhé : « Si le militantisme n'est pas un combat militaire, il n'en demeure pas moins une lutte qui utilise des armes, certes plutôt rhétoriques même si la violence n'est pas toujours exclue ».

4. L'Institut d'études occitanes (principale association militante occitaniste censée couvrir « 32 départements » – on notera l'instrumentalisation d'un nom à résonnance « scientifique ») ne compte qu'entre 1 000 et 1 500 membres selon les époques.

5. Le mouvement occitaniste (pris globalement) a connu quelques célèbres revirements de « figures » qui l'ont abandonné, voire ensuite combattu, comme ceux de R. Nelli, de S. Bec ou, en

Béarn, du linguiste J. Laffite. Cela a pu soit renforcer la crainte des « trahisons », soit rendre acceptable des prises de distance.

6. La devise de l'Institut d'études occitanes est empruntée à l'évangile selon St Paul : *La fe sensa obra, morta es*, « la foi sans œuvre, morte est », en clair « la foi sans action ne sert à rien ».

7. Ce qui est un argument rédhibitoire contre l'existence même d'une identité occitane, donc de gens qui seraient des « Occitans », dans le cadre de la plupart des théories de l'identité, sauf à entrer dans la rhétorique de l'« aliénation », précisément au centre de l'idéologie occitaniste.

8. L'erreur est fréquente (nos divisions en disciplines nous y conduisent) et le reproche est évidemment valable pour tout sociolinguiste qui s'aventurerait sans précaution sur des phénomènes culturels non linguistiques, etc.

AUTEUR

PHILIPPE BLANCHET

PREfics EA 3207 / UMR CNRS LCF 8143. Université européenne de Bretagne-Rennes2
philippe.blanchet@univ-rennes2.fr